Timo Vihavainen, ed., *Sovetskaja vlast' : narodnaja vlast' ?*

Larissa Zakharova

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/4191>

DOI : 10.4000/monderusse.4191

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 671-674

ISBN : 2-7132-2009-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Larissa Zakharova, « Timo Vihavainen, ed., *Sovetskaja vlast' : narodnaja vlast' ?* », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 45/3-4 | 2004, mis en ligne le 03 juin 2009, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4191> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.4191>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

Timo Vihavainen, ed., Sovetskaja vlast' : narodnaja vlast' ?

Larissa Zakharova

RÉFÉRENCE

Timo VIHAVAINEN, ed., **Sovetskaja vlast' : narodnaja vlast' ? Očerki istorii narodnogo vosprijatija sovetskoj vlasti v SSSR/The Soviet Union : a popular state? Studies on popular opinion in the USSR**. Saint-Pétersbourg, Evropejskij dom, 2003, 337 p.

- 1 Ce recueil d'articles en russe et en anglais, issu d'un séminaire à l'Institut finlandais de Saint-Pétersbourg et dirigé par l'historien finlandais Timo Vihavainen, tente de revisiter le problème de la popularité du pouvoir soviétique de 1917 à la fin des années 1950 : celui-ci tenait-il uniquement par la terreur ou disposait-il d'un certain soutien social ? Plusieurs auteurs ont cherché une réponse dans les rapports de l'OGPU sur l'état d'esprit de la population, notamment Timo Vihavainen, Nikita Lomagin et Gábor T. Rittersporn. Ce dernier, ainsi que Hiroaki Kuromiya, met toutefois en doute l'opportunité d'utiliser cette source pour analyser l'attitude du peuple envers le pouvoir. H. Kuromiya insiste sur la quasi-impossibilité d'évaluer l'importance de l'opposition au régime soviétique ou au contraire le degré de popularité de ce dernier, car toute la pensée non officielle fut rejetée dans la clandestinité par Staline, ce qui entraîna une démobilisation complète de la société sur le plan politique. Staline aurait été lui-même sous-informé malgré les milliers de rapports que lui envoyait sa police secrète. Gábor T. Rittersporn, à l'opposé, utilise ces rapports pour analyser le mode de pensée des hauts fonctionnaires et montrer la sensibilité du régime aux différentes formes de critiques et sa crainte des manifestations publiques.
- 2 L'article de Nikita Lomagin sur le contrôle politique à Leningrad durant le blocus peut être situé dans le même courant de réflexion. Ce sont dorénavant les conditions de vie extrêmes qui déterminent l'attitude des habitants de cette ville envers le pouvoir

soviétique : le mécontentement populaire est ainsi en corrélation directe avec la situation de l'approvisionnement alimentaire des habitants qui n'ont pas été évacués. Lomagin met l'accent sur les mesures préventives des autorités pour anticiper des actions « anti-soviétiques ». Le contrôle politique se durcit donc dans ce contexte et l'usage de la répression devient plus fréquent.

- 3 La nature de la terreur, son origine et la violence dans la culture politique sont des questions qui occupent une place importante dans le livre. Certains chercheurs ne veulent pas dissocier une terreur qui serait imposée par en haut et une population qui en serait la victime. L'article de Sarah Davies, tiré de son ouvrage *Popular opinion in Stalin's Russia*, et l'étude de Dmitry Schlapentokh imputent à la société une part de responsabilité dans la Grande Terreur en insistant sur l'enracinement de la notion de violence dans la vie politique, sur son caractère fondamental et sa légitimité. Ainsi, la stratégie de la terreur n'a pas d'incidence sur la popularité du régime, qui reste « populaire » par essence.
- 4 Quelques études du recueil mettent en relief l'attitude de certains groupes sociaux envers le pouvoir. C'est le cas des articles de Tatiana Smirnova et de Sofia Tchouikina qui sont consacrés aux stratégies pratiquées par les anciennes classes privilégiées et la nouvelle élite intellectuelle. Les modes d'adaptation et d'intégration des *byvšie* dans la nouvelle société montrent la complexité du problème du rapport entre l'État et ses sujets. Le fait pour les fonctionnaires issus des anciennes élites de servir l'État bolchevik et par là même de lui accorder son soutien ne constituait pas en soi une prise de position proprement politique. C'était avant tout, chez eux, une stratégie de survie qui pouvait dissimuler une opposition politique, ou au contraire qui pouvait même prendre la forme d'une dénonciation des représentants de leur propre groupe social visant à manifester leur adhésion au nouveau régime. D'ailleurs, l'identification sociale devient de plus en plus complexe dans les années 1920 par suite de la promotion par l'État de nouvelles élites. Des interviews avec des survivants de la noblesse russe ont permis à Sofia Tchouikina d'évaluer la distinction qui s'impose durant cette période entre l'ancienne et la nouvelle intelligentsia. On peut voir un indice de l'attitude de l'ancienne intelligentsia envers le nouvel État et envers les transformations sociales qu'il a engagées dans le refus qu'elle exprime d'être assimilée à l'intelligentsia formée dans les institutions soviétiques et dans son choix de préserver une identité pourtant dévalorisée dans le discours du pouvoir. Mais en aucun cas cette attitude ne signifie une résistance active au nouveau régime.
- 5 Cette « opposition passive » est aussi mise en lumière par Timo Vihavainen. Son article consacré à l'esprit petit-bourgeois que le pouvoir attribuait aux représentants des *byvšie* montre comment les bolcheviks se sont trompé d'ennemis. Le mécontentement ouvrier et paysan était en réalité un danger bien plus important car il réduisait à néant l'idée initiale de l'État agissant au nom du peuple. De fait, la critique du pouvoir ne dépendait pas des origines sociales. Ce concept de philistinisme définissait donc une déviation sociale, mais il était privé de contenu empirique.
- 6 Néanmoins, le discours officiel des années 1920-1930 cherche toujours à privilégier certains groupes définis par leurs origines sociales, en maintenant ainsi le mythe d'un État populaire. L'article d'Olga Tkach montre que la promotion du prolétariat, supposé être une élite par définition, posait problème. La notion d'« ouvrier héréditaire » fut ainsi créée pour sortir de la contradiction. Cette couche sociale bénéficiait de privilèges accordés en échange de son soutien au régime.

- 7 À la différence des « ouvriers héréditaires » soviétiques, les travailleurs étrangers venus en URSS, poussés par leur passion pour le communisme avec l'espoir de trouver un État correspondant à leurs idéaux, étaient loin de constituer un groupe privilégié aux yeux des dirigeants. Ce cas, abordé par Sergei Zhuravlev à l'échelle de la micro-histoire, illustre bien la question de la « popularité » de l'État soviétique. La déception des ouvriers étrangers devant la réalité stalinienne se transforme en critique ouverte. La manière dont le NKVD traitera cette critique confirme le rapport ambigu et changeant du régime aux origines et aux classes sociales.
- 8 En ce qui concerne le décalage entre théorie et pratique, Nick Baron propose le concept de « sphère d'incertitude » pour comprendre le mécanisme de l'interventionnisme étatique. Il l'applique à la planification économique en Carélie en 1935-1936, volontairement chaotique, d'après lui, et soumise à des réaménagements multiples. L'absence de liaison entre différents secteurs au niveau local profitait aux dirigeants du centre car elle leur permettait de manipuler plus facilement les chefs locaux en responsabilisant les uns tout en déresponsabilisant les autres en fonction de la situation politique. L'auteur établit un lien étroit entre l'exécution du plan quinquennal et la Grande Terreur, en considérant les sanctions politiques comme un stimulant et un moyen de pression pour améliorer les performances et accélérer le développement industriel.
- 9 Un autre aspect de la divergence entre les conceptions théoriques des bolcheviks et leur action concrète est présenté par Irina Takala. Il concerne la politique soviétique dans le domaine de la production d'alcool. L'alcoolisme, considéré comme une maladie sociale liée au capitalisme, est théoriquement appelé à disparaître dans la société future, ce qui n'empêche pas l'État de tirer un profit financier de la production et de la vente de boissons alcoolisées. L'effort pour neutraliser l'effet social de cette politique économique est clairement perceptible dans le discours. Mais ce discours ne va pas dans le sens des attentes de la population : la possibilité d'acheter des boissons alcoolisées renforce la popularité du régime, tandis que leur contingentement ne peut que susciter l'hostilité.
- 10 La réaction de la population à la réforme de l'enseignement secondaire sous Hruščev est étudiée par Jeremy Smith qui retrace, sur la base de matériaux d'archives estoniens, l'enquête réalisée auprès de l'opinion publique estonienne lors de la préparation de cette réforme. Malgré la préférence de la population pour l'enseignement de trois langues, ce fut finalement l'idée initiale de Hruščev de l'enseignement d'une seule langue qui fut imposée. La maladresse de ce choix ne pouvait que discréditer la direction de l'État aux yeux des citoyens.
- 11 On aurait souhaité trouver dans ce volume davantage d'analyses concernant la réception des réformes khrouchtchéviennes, et on peut déplorer l'absence d'étude montrant comment, d'une période à l'autre, la perception de l'État a pu changer dans l'opinion publique. Néanmoins, ce recueil est précieux parce qu'il ouvre un chantier de recherche jusque-là peu exploré et incite à le poursuivre.